第五條

ARTICLE 5.

特許の失權

特許權者ガ同盟ノ何レカノ國ニ於テ製造セラレタル物ヲ特許ヲ得タル國ニ輸入スルモ之ガ爲ニ特許ノ失權ヲ來スコトナカルベシ
尤モ各締約國ハ特許ニ依リ與ヘラレタル獨占權ノ行使ヨリ生ズルコトアルベキ濫用例ヘバ不實施ヲ防止スルニ必要ナル立法的措置ヲ執ルコトヲ得ベシ

L'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.
Toutefois chacun des pays contractants aura la faculté de prendre les mesures législatives nécessaires pour prévenir les abus qui pourraient résulter de l'exercice du droit exclusif conféré par le brevet, par exemple faute d'exploitation.

右措置ハ強制實施ノ許與ガ右ノ濫用ヲ防止スルニ充分ナラザル場合ニ於テノミ特許ノ失權ニ付規定スルコトヲ得ベシ

Ces mesures ne pourront prévoir la déchéance du brevet que si la concession de licences obligatoires ne suffisait pas pour prévenir ces abus.

如何ナル場合ニ於テモ特許ハ之ヲ受ケタル日ヨリ起算シテ少クトモ三年ノ經過前ニ於テハ又特許權者ガ正當ナル辯明ヲ爲ス場合ニ於テハ右措置ノ目的ト爲ルコトナカルベシ

En tout cas, le brevet ne pourra pas faire l'objet de telles mesures avant l'expiration d'au moins 3 années à compter de la date où il a été accordé et si le breveté justifie d'excuses légitimes.

工業的意匠又ハ雛形ノ保護ハ保護セララル物ト符合スル物ノ輸入ニ依リ之ヲ喪失セシムルコトヲ得ズ

La protection des dessins et modèles industriels ne peut être atteinte par une déchéance quelconque pour introduction d'objets conformes à ceux qui sont protégés.

登録ノ記號又ハ標記ハ權利ノ認識ノ爲ニハ之ヲ生産物ニ附スベキコトヲ要求セラルルコトナカルベシ

Aucun signe ou mention d'enregistrement ne sera exigé sur le produit, pour la reconnaissance du droit.

一國ニ於テ登録商標ノ使用ガ義務的ナル場合ニハ相當

Si, dans un pays, l'utilisation de la marque enregistrée

ナル期間ノ経過後ニ於テ且商標權者ガ其ノ不作爲ノ事
由ノ正當ナルコトヲ辯明セザル場合ニ於テノシ該登録
ヲ取消スコトヲ得ベシ

第五條ノ二

工業所有權保全ノ爲規定セラレタル料金ノ支拂ニ對シ
テハ少クトモ三月ノ恩惠期間ヲ與フベク其ノ場合ニ國
内法令ガ割増料金ヲ賦課スルトキハ之ヲ支拂フベキモ
ノトス

發明特許ニ付テハ締約國ハ又右恩惠期間ヲ少クトモ六
月ト爲スカ又ハ料金ノ不納ニ依リ失權シタル特許ノ回
復ニ付規定スベキコトヲ約ス右何レノ措置モ國內法令
ニ依リ規定セラレタル條件ニ從フモノトス

第五條ノ三

特許權侵
害の除外
例

左記ハ各締約國ニ於テ特許權者ノ權利ヲ侵害スルモノ
ト看做サルルコトナカルベシ
一 同盟ノ他ノ國ノ船舶ガ一時又ハ偶然ニ自國ノ領水
ニ入りタル場合該船舶ニテノ船體及機械、船具、裝
置其ノ他ノ附屬物ニ於ケル右特許權者ノ特許ノ目的

工業所有權保護同盟條約 (一九二五年ヘীগ改正條約)

est obligatoire, l'enregistrement ne pourra être annulé
qu'après un délai équitable et si l'intéressé ne justifie pas
des causes de son inaction.

ARTICLE 5bis.

Un délai de grâce, qui devra être au minimum de trois
mois, sera accordé pour le paiement des taxes prévues
pour le maintien des droits de propriété industrielle,
moyennant le versement d'une surtaxe, si la législation
nationale en impose une.

Pour les brevets d'invention, les pays contractants
s'engagent en outre, soit à porter le délai de grâce à six
mois au moins, soit à prévoir la restauration du brevet
tombé en déchéance par suite de non paiement de taxes,
ces mesures restant soumises aux conditions prévues par
la législation intérieure.

ARTICLE 5ter.

Dans chacun des pays contractants ne seront pas
considérés comme portant atteinte aux droits du breveté:
1° l'emploi, à bord des navires des autres pays de l'Union,
des moyens faisant l'objet de son brevet dans le corps
du navire, dans les machines, agrès, appareils et

タル發明ノ使用但シ右發明ハ該船舶ノ必要ニ對シテ
專ラ使用セラルベキモノトス

二 同盟ノ他ノ國ノ空中又ハ地上移動機關ガ一時又ハ
偶然ニ自國ニ入リタル場合該機關又ハ其ノ附屬物ノ
構造又ハ作用ニ於ケル右特許ノ目的タル發明ノ使用

第六條

本國ニ於テ合式ニ登録セラレタル一切ノ製造標又ハ商
標ハ同盟ノ他ノ國ニ於テモ其ノ儘其ノ登録出願ヲ許容
シ且之ヲ保護スベシ

外國の登
録標章

尤モ左記ハ之ヲ拒絕シ又ハ無効ト爲スコトヲ得

一 保護ノ要求セラルル國ニ於ケル第三者ノ既得權ヲ
害スベキ性質ノ標章

二 特別顯著ノ性質ヲ有セザル標章或ハ生産物ノ種
類、品質、分量、用途、價格、出所若ハ生産ノ時期
ヲ示ス爲商業上使用スルコトヲ得ル記號若ハ表示ヲ

autres accessoires, lorsque ces navires pénétreront tem-
porairement ou accidentellement dans les eaux du pays,
sous réserve que ces moyens y soient employés exclu-
sivement pour les besoins du navire;

2° l'emploi des moyens faisant l'objet du brevet dans la
construction ou le fonctionnement des engins de locomo-
tion aérienne ou terrestre des autres pays de l'Union
ou des accessoires de ces engins, lorsque ceux-ci
pénétreront temporairement ou accidentellement dans ce
pays.

ARTICLE 6.

Toute marque de fabrique ou de commerce régulière-
ment enregistrée dans le pays d'origine sera admise au
dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de
l'Union.

Toutefois, pourront être refusées ou invalidées:

1° Les marques qui sont de nature à porter atteinte à des
droits acquis par des tiers dans le pays où la protection
est réclamée.

2° Les marques dépourvues de tout caractère distinctif,
ou bien composées exclusivement de signes ou d'indica-
tions pouvant servir, dans le commerce, pour désigner

以テ又ハ保護ノ要求セラルル國ノ商業上ノ通用語若ハ該國ノ公正且不變ナル商慣習ニ於テ常用ト爲リタル記號若ハ表示ヲ以テ專ラ組成シタル標章

標章ノ特別顯著ナル性質ヲ判別スルニ當リテハ一切ノ事情殊ニ標章ノ使用期間ヲ斟酌スベシ

三 道德又ハ公ノ秩序ニ反スル標章

標章ガ標章ニ關スル法令ノ規定ニ適合セザルヲ唯一ノ理由トシテ之ヲ公ノ秩序ニ反スルモノト看做スコトヲ得ザルモノトス但シ該規定自體ガ公ノ秩序ニ關スル場合ハ此ノ限ニ在ラズ

左記ハ之ヲ本國ト看做スベシ

出願人ガ現實且眞誠ナル工業的又ハ商業的營業所ヲ有スル同盟國竝ニ出願人ガ斯ル營業所ヲ有セザルトキハ其ノ住所ヲ有スル同盟國及出願人ガ同盟國內ニ住所ヲ有セザルトキハ該出願人ニシテ同盟ノ一國ノ國民タルニ於テハ其ノ國籍所屬國

如何ナル場合ニ於テモ本國ニ於ケル標章ノ登録ノ更新

工業所有權保護同盟條約 (一九二五年ヘীগ改正條約)

l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine des produits ou l'époque de production, ou devenus usuels dans le langage courant ou les habitudes loyales et constantes du commerce du pays où la protection est réclamée.

Dans l'appréciation du caractère distinctif d'une marque on devra tenir compte de toutes les circonstances de fait, notamment de la durée de l'usage de la marque.

3° Les marques qui sont contraires à la morale ou à l'ordre public.

Il est entendu qu'une marque ne pourra être considérée comme contraire à l'ordre public pour la seule raison qu'elle n'est pas conforme à quelque disposition de la législation sur les marques, sauf le cas où cette disposition elle-même concerne l'ordre public.

Sera considéré comme pays d'origine:

Le pays de l'Union où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, et, s'il n'a pas un tel établissement, le pays de l'Union où il a son domicile et, s'il n'a pas de domicile dans l'Union, le pays de sa nationalité, au cas où il est ressortissant d'un pays de l'Union.

En aucun cas le renouvellement de l'enregistrement d'une

ハ該標章ノ登録セラレタル同盟ノ他ノ國ニ於テ登録ヲ更新スルノ義務ヲ生ゼシムルコトナカルベシ

第四條ノ期間内ニ爲サレタル標章ノ登録出願ハ本國ニ於ケル登録ガ右期間經過後ニ於テ爲サル場合ト雖モ優先ノ利益ヲ失ハザルモノトス

第一項ノ規定ハ出願者ヲシテ本國ノ權限アル官憲ヨリ下付セラレタル合式ノ登録ノ證明書ヲ提出セシムルノ權利ヲ除外セズ但シ該證明書ニハ何等公證ヲ要セザルベシ

第六條ノ二

締約國ハ製造標又ハ商標ニシテ登録國ノ權限アル官憲ガ同一又ハ類似ノ生産品ニ使用セラルル他ノ締約國ノ國民ノ標章トシテ該登録國ニ於テ廣ク知ラレタリト認ムル標章ノ複製タリ又ハ混同ヲ生ゼシムルガ如キ模倣タルモノノ登録ヲ職權ヲ以テ(該國ノ法令ガ之ヲ許ス場合ニハ)又ハ利害關係者ノ請求ニ依リ拒絶シ又ハ無効ト爲スベキコトヲ約ス

周知標章
の保護

marque dans le pays d'origine n'entraînera l'obligation de renouveler l'enregistrement dans les autres pays de l'Union où la marque aura été enregistrée.

Le bénéfice de la priorité reste acquis aux dépôts de marques effectués dans le délai de l'art. 4, même lorsque l'enregistrement dans le pays d'origine n'intervient qu'après l'expiration de ce délai.

La disposition de l'alinéa 1 n'exclut pas le droit d'exiger du déposant un certificat d'enregistrement régulier, délivré par l'autorité compétente du pays d'origine, mais aucune légalisation ne sera requise pour ce certificat.

ARTICLE 6bis.

Les pays contractants s'engagent à refuser ou à invalider soit d'office si la législation du pays le permet, soit à la requête de l'intéressé, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui serait la reproduction ou l'imitation susceptible de faire confusion, d'une marque que l'autorité compétente du pays de l'enregistrement estimera y être notoirement connue comme étant déjà la marque d'un ressortissant d'un autre pays contractant et utilisée pour des produits du même genre ou d'un genre similaire.

Un délai minimum de 3 ans devra être accordé pour réclamer la radiation de ces marques. Le délai courra de la date de l'enregistrement de la marque.

Il ne sera pas fixé de délai pour réclamer la radiation des marques enregistrées de mauvaise foi.

ARTICLE 6ter.

Les pays contractants conviennent de refuser ou d'invalider l'enregistrement et d'interdire, par des mesures appropriées, l'utilisation, à défaut d'autorisation des pouvoirs compétents, soit comme marques de fabrique ou de commerce, soit comme éléments de ces marques, des armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'Etat des pays contractants, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par eux, ainsi que toute imitation à point de vue héraldique.

L'interdiction des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie s'appliquera seulement dans les cas où les marques qui les comprendront seront destinées à être utilisées sur des marchandises du même genre ou d'un genre similaire.

Pour l'application de ces dispositions les pays contractants conviennent de se communiquer réciproquement, par

等の紋章
の保護

右標章ノ取消ヲ請求スル爲少クトモ三年ノ期間ヲ與フベシ右期間ハ標章登録ノ日ヨリ開始スベシ
悪意ヲ以テ登録セラレタル標章ノ取消ヲ請求スル爲ノ期間ハ定メラルルコトナカルベシ

第六條ノ三

締約國ハ締約國ノ國ノ紋章、旗章其ノ他ノ徽章、締約國ニ依リ採用セラルル監督用及證明用ノ官ノ記號及印章竝ニ紋章學上ノ見地ニ於ケル此等ノ模倣ノ製造標若ハ商標トシテノ又ハ其ノ要部トシテノ登録ヲ拒絶シ又ハ無効トシ且權限アル官憲ノ許可ナキ使用ヲ適當ナル方法ニ依リ禁止スルコトヲ約ス

監督用及證明用ノ官ノ記號及印章ニ關スル右ノ禁止ハ此等ヲ含ム標章ガ同一又ハ類似ノ商品ニ使用セラルベキ場合ニ限り適用セラルベシ

右諸規定ノ適用ニ付テハ締約國ハ「ベルヌ」ノ國際事務局ノ仲介ニ依リ該締約國ガ絶對的ニ又ハ或制限内ニ

工業所有權保護同盟條約 (一九二五年ヘীগ改正條約)

於テ本條ノ保護ノ下ニ置クコトヲ希望シ又ハ希望スルコトアルベキ國ノ徽章、監督用及證明用ノ官ノ記號及印章ノ表竝ニ該表ニ加ヘタル一切ノ爾後ノ變更ヲ相互ニ通知スルコトヲ約ス各締約國ハ通知ヲ受ケタル該表ヲ適當ナル時期ニ於テ公衆ノ利用ニ資スベシ

締約國ハ右通知ノ受領ノ時ヨリ十二月ノ期間内ニ該締約國ノ有スルコトアルベキ異議ヲ「ベルヌ」ノ國際事務局ノ仲介ニ依リ利害關係國ニ送付スルコトヲ得ベシ

國ノ徽章ニシテ廣ク知ラレタルモノニ付テハ第一項ニ定ムル措置ハ本條約ノ署名後登録セラレタル標章ニシテ適用セララルベシ

國ノ徽章ニシテ廣ク知ラレザルモノ竝ニ官ノ記號及印章ニ付テハ右諸規定ハ第三項ニ定ムル通知ノ受領後二月ヲ超エテ登録セラレタル標章ニシテ適用セララルベシ

惡意ノ場合ニ於テハ締約國ハ國ノ徽章、記號及印章ヲ含ム標章ニシテ本條約署名前登録セラレタルモノヲモ取消スノ權能ヲ有スベシ

l'intermédiaire, du Bureau international de Berne, la liste des emblèmes d'Etat, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie, qu'ils désirent ou désireront placer, d'une façon absolue ou dans certaines limites, sous la protection du présent article, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à cette liste. Chaque pays contractant mettra à la disposition du public, en temps utile, les listes notifiées.

Tout pays contractant pourra, dans un délai de douze mois à partir de la réception de la notification, transmettre, par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, au pays intéressé, ses objections éventuelles.

Pour les emblèmes d'Etat notoirement connus les mesures prévues à l'alinéa 1 s'appliqueront seulement aux marques enregistrées après la signature du présent Acte.

Pour les emblèmes d'Etat qui ne seraient pas notoirement connus, et pour les signes et poinçons officiels, ces dispositions ne seront applicables qu'aux marques enregistrées plus de deux mois après réception de la notification prévue par l'alinéa 3.

En cas de mauvaise foi, les pays auront la faculté de faire radier même les marques enregistrées avant la signature du présent Acte et comportant des emblèmes d'Etat, signes et poinçons.

各國ノ國民ニシテ自國ノ國ノ徽章、記號及印章ノ使用ヲ許可セラルルモノハ右國ノ徽章、記號及印章ガ他國ノ其レト類似スル場合ト雖モ之ヲ使用スルコトヲ得ベシ

締約國ハ他ノ締約國ノ國ノ紋章ノ許可ナキ商業上ノ使用ガ生産物ノ出所ニ付誤謬ヲ生ゼシムルガ如キ場合ニハ該使用ヲ禁止スルコトヲ約ス

前諸規定ハ第六條第二項第三號ノ適用ニ依リ國ノ紋章、旗章、勳章其ノ他ノ徽章又ハ同盟ノ一國ノ採用セル官ノ記號及印章ヲ許可ナクシテ包含セシメタル標章ヲ拒絕シ又ハ無効ト爲ス權能ノ各國ニ依ル行使ヲ妨グルコトナシ

第七條

製造標又ハ商標ノ附セラルベキ生産物ノ性質ハ如何ナル場合ニ於テモ標章登録ノ妨害ト爲ルコトナシ

第七條ノ二

締約國ハ團體ニシテ其ノ存在ガ本國ノ法令ニ違反セザルモノニ屬スル標章ノ登録出願ヲ許容シ且保護ヲ爲スベキコトヲ約ス右團體ガ工業的又ハ商業的營業所ヲ有

団体標章の保護

生産物の性質は登録と無関係

工業所有權保護同盟條約 (一九二五年ハーグ改正條約)

Les nationaux de chaque pays qui seraient autorisés à faire usage des emblèmes d'Etat, signes et poinçons de leur pays, pourront les utiliser, même s'il y avait similitude avec ceux d'un autre pays.

Les pays contractants s'engagent à interdire l'usage, non autorisé dans le commerce, des armoiries d'Etats des autres pays contractants, lorsque cet usage sera de nature à induire en erreur sur l'origine des produits.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'exercice, par les pays, de la faculté de refuser ou d'invalider, par application du No. 3 de l'alinéa 2 de l'art. 6, les marques contenant, sans autorisation, des armoiries, drapeaux, décorations et autres emblèmes d'Etat ou des signes et poinçons officiels adoptés par un pays de l'Union.

ARTICLE 7.

La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle à l'enregistrement de la marque.

ARTICLE 7bis.

Les pays contractants s'engagent à admettre au dépôt et à protéger les marques appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays

セザル場合ト雖モ亦同シ

尤モ團體ガ其ノ標章ノ保護ヲ受ケ得ルニ付テノ特別條件ハ各國ニ於テ之ヲ定ム

第八條

商號ハ製造標又ハ商標ノ一部ヲ成スト否トニ拘ラス出願又ハ登記ヲ要スルコトナクシテ同盟ノ一切ノ國ニ於テ保護セラルベシ

商號の保護

第九條

製造標若ハ商標又ハ商號ヲ不正ニ附シタル生産物ハ右標章又ハ商號ガ法律上ノ保護ヲ受クルノ權利ヲ有スル同盟國ニ輸入ノ際差押ヘラルベシ

標章の不正使用防止

差押ハ又右不正附著ノ行ハレタル國內又ハ右生産物ノ輸入セラレタル國內ニ於テ行ハルベシ

差押ハ檢事、他ノ權限アル官憲又ハ自然人若ハ法人タル利害關係者ノ請求ニ依リ各國ノ國內法令ニ從ヒ行ハ

d'origine, même si ces collectivités ne possèdent pas un établissement industriel ou commercial.

Cependant chaque pays sera juge des conditions particulières sous lesquelles une collectivité pourra être admise à faire protéger ses marques.

ARTICLE 8.

Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt ou d'enregistrement, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

ARTICLE 9.

Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, sera saisi à l'importation dans ceux des pays de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

La saisie sera également effectuée dans le pays où l'apposition illicite aura eu lieu, ou dans le pays où aura été importé le produit.

La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de toute autre autorité compétente, soit d'une

ルベシ

官憲ハ通過ノ場合ニハ差押ヲ行フコトヲ要セズ

國ノ法令ガ輸入差押ヲ認メザル場合ニハ輸入禁止又ハ
國內差押ヲ以テ右差押ニ代フベシ

國ノ法令ガ輸入差押、輸入禁止及國內差押ヲ認メザル
場合ニ於テハ之ガ爲該法令ノ變更セラルルニ至ル迄ハ
該國ノ法令ガ同様ノ場合ニ内國民ニ認ムル訴權及手續
ヲ以テ右措置ニ代フベシ

第十條

前條ノ規定ハ原産地ノ表示トシテ虚偽ニ一定ノ地名又
ハ國名ヲ附シタル一切ノ生産物ニ對シ該表示ガ詐欺ノ
意思ヲ以テ假設又ハ僭用ノ商號ニ附加セラレタル場合
ニ於テ之ヲ適用スベシ

右生産物ノ生産、製造又ハ商業ニ従事スル生産者、製
造者又ハ商人ニシテ原産地トシテ詐稱セラレタル土
地、該地ノ所在スル地方又ハ詐稱セラレタル國ニ居住

工業所有權保護同盟條約 (一九二五年ヘーグ改正條約)

partie intéressée, personne physique ou morale, conformément
à la législation intérieure de chaque pays.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la
saisie en cas de transit.

Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à
l'importation, la saisie sera remplacée par la prohibition
d'importation ou la saisie à l'intérieur.

Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à
l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à
l'intérieur, et en attendant que cette législation soit
modifiée en conséquence, ces mesures seront remplacées
par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait
en pareil cas aux nationaux.

ARTICLE 10.

Les dispositions de l'article précédent seront applicables
à tout produit portant faussement, comme indication de
provenance, le nom d'une localité ou d'un pays déterminé,
lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial
factif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Sera en tous cas reconnu comme partie intéressée, que
ce soit une personne physique ou morale, tout producteur,
fabricant ou commerçant engagé dans la production, la

原産地詐
稱の取締

スルモノハ其ノ自然人タルト法人タルトヲ問ハズ一切ノ場合ニ於テ之ヲ利害關係者ト認ムベシ

fabrication ou le commerce de ce produit et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située, soit dans le pays faussement indiqué.

第十條ノ二

ARTICLE 10bis.

不正競争
に對する
保護

締約國ハ不正競争ニ對シ同盟國民ニ有效ナル保護ヲ與フルコトヲ要ス

Les pays contractants sont tenus d'assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.

工業上又ハ商業上ノ誠實ナル慣習ニ反スル一切ノ競争行爲ハ不正競争ノ行爲ヲ構成ス

Constitue un acte de concurrence déloyale tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale.

特ニ左記ハ之ヲ禁止スベシ

Notamment devront être interdits:

一 如何ナル方法ニ依ルヲ問ハズ競争者ノ生産物ト混同ヲ生ゼシムルガ如キ一切ノ行爲

1° tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec les produits d'un concurrent;

二 競争者ノ生産物ノ信用ヲ害スルガ如キ商業上ニ於ケル虚偽ノ主張

2° les allégations fausses dans l'exercice du commerce, de nature à discréditer les produits d'un concurrent.

第十條ノ三

ARTICLE 10ter.

不正競争
防止のた
めの国内
法

締約國ハ第九條、第十條及第十條ノ二ニ掲ゲラルル一切ノ行爲ヲ有效ニ防止スル爲同盟ノ他ノ國ノ國民ニ對シ適當ナル法律上ノ救濟ヲ確保スルコトヲ約ス

Les pays contractants s'engagent à assurer aux ressortissants des autres pays de l'Union des recours légaux appropriés pour réprimer efficacement tous les actes visés

締約國ハ又利害關係アル工業又ハ商業ヲ代表スル組合及團體ニシテ其ノ存在ガ其ノ本國ノ法令ニ違反セザルモノヲシテ保護ノ要求セラルル國ノ法令ガ自國ノ組合及團體ニ許容スル程度ニ於テ第九條、第十條及第十條ノ二ニ掲ゲラルル行爲ヲ防止スル爲訴訟ヲ提起シ又ハ行政官憲ニ請求スルコトヲ得シムベキ措置ヲ規定スルコトヲ約ス

第十一條

締約國ハ其ノ一國ノ領域内ニ開設セラルル官設又ハ官許ノ國際博覽會ニ出品セラルル生産物ニ關シ其ノ國內法令ニ從ヒ、特許ヲ受ケ得ベキ發明、實用新案、工業的意匠又ハ雛形及製造標又ハ商標ニ假保護ヲ與フベシ

右假保護ハ第四條ノ期間ヲ延長スルコトナカルベシ後ニ優先權ガ主張セラルルトキハ各國ノ官廳ハ右期間ヲ生産物ノ博覽會搬入ノ日ヨリ開始セシムルコトヲ得ベシ

工業所有權保護同盟條約 (一九二五年ヘーグ改正條約)

aux articles 9, 10 et 10bis.

Ils s'engagent, en outre, à prévoir des mesures pour permettre aux syndicats et associations représentant l'industrie ou le commerce intéressé et dont l'existence n'est pas contraire aux lois de leur pays, d'agir en justice ou auprès des autorités administratives, en vue de la répression des actes prévus par les articles 9, 10 et 10bis, dans la mesure où la loi du pays dans lequel la protection est réclamée le permet aux syndicats et associations de ce pays.

ARTICLE 11.

Les pays contractants accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'un d'eux.

Cette protection temporaire ne prolongera pas les délais de l'art. 4. Si plus tard le droit de priorité est invoqué, l'Administration de chaque pays pourra faire partir le délai de la date de l'introduction du produit dans

各國ハ陳列品ノ同一及搬入日ノ證據トシテ其ノ必要ト認ムル證明書類ヲ要求スルコトヲ得ベシ

第十二條

各締約國ハ工業所有權ニ關スル特別ノ部局竝ニ發明特許、實用新案、工業的意匠又ハ雛形及製造標又ハ商標ヲ公衆ニ知ラシムル爲ノ中央陳列所ヲ設置スルコトヲ約ス

右部局ハ定期刊行ノ公報ヲ發行スベシ

第十三條

工業所有權保護國際事務局ナル名稱ヲ以テ「ベルヌ」ニ設立セラレタル國際事務局ハ瑞西聯邦政府ノ下ニ置カレ該政府ハ其ノ組織ヲ定メ且其ノ事務ヲ監督ス

國際事務局ノ公用語ハ佛蘭西語トス

國際事務局ハ工業所有權ノ保護ニ關スル一切ノ情報ヲ蒐集シテ之ヲ集録シ且公表ス該局ハ同盟ニ關スル共同

特許局及
ひ陳列所

國際事務
局

l'exposition.

Chaque pays pourra exiger, comme preuve de l'identité de l'objet exposé et de la date d'introduction, les pièces justificatives qu'il jugera nécessaires.

ARTICLE 12.

Chacun des pays contractants s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central pour la communication au public des brevets d'invention, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et de marques de fabrique ou de commerce.

Ce service publiera une feuille périodique officielle.

ARTICLE 13.

L'office international institué à Berne sous le nom de Bureau international pour la protection de la propriété industrielle est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

La langue officielle du Bureau international est la langue française.

Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la propriété

利益事項ノ研究ヲ爲シ又諸國ノ官廳ニ依リ提供セラレタル書類ヲ參照シテ同盟ノ目的ニ關スル問題ニ付テノ佛蘭西語ノ定期刊行物ヲ編纂ス

右刊行物ノ部數ハ國際事務局ノ發行スル一切ノ書類ト同様左ニ記載スル經費分擔ノ單位數ニ比例シテ同盟國ノ官廳ニ分配セラルベシ右官廳又ハ團體若ハ個人ニ依リ請求セラルル右部數以外ノ定期刊行物及書類ニ對シテハ別ニ代價ヲ支拂フベシ

國際事務局ハ工業所有權ニ付テノ國際事務ニ關スル問題ニ付同盟國ノ必要トスルコトアルベキ特殊ノ情報ヲ之ニ供給スル爲何時ニテモ該同盟國ノ請求ニ應ズルトヲ要ス國際事務局長ハ其ノ所管事務ニ付年報ヲ作成シ之ヲ同盟ノ一切ノ國ニ送付ス

國際事務局ノ經費ハ締約國ニ依リ共同シテ負擔セラルベシ該經費ハ新ナル定アル迄ハ毎年十二萬瑞西「フランド」ノ額ヲ超過スルコトヲ得ザルベシ右ノ額ハ必要ア

工業所有權保護同盟條約 (一九二五年ヘーグ改正條約)

(條一〇・終四)

industrielle, il les réunit et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union.

Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le Bureau international, sont répartis entre les Administrations des pays de l'Union dans la proportion du nombre des unités contributives ci-dessous mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par lesdites Administrations, soit par des sociétés ou des particuliers, seront payés à part.

Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des pays de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la Propriété industrielle, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin. Le Directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les pays de l'Union.

Les dépenses du Bureau international seront supportées en commun par les pays contractants. Jusqu'à nouvel ordre, elles ne pourront pas dépasser la somme de cent vingt mille